

Suis-je un homme de droite ?

par Etienne de la VALLEE POUSSIN,

Sénateur (1).

★

Les organisateurs de cette conférence m'ont demandé de parler de la Droite. Mais y a-t-il encore de vraies Droites dans l'Europe d'aujourd'hui ? Suis-je moi-même un homme de Droite ?

En vérité, dans le monde d'aujourd'hui, l'idée de Droite n'est certainement pas une idée claire et distincte.

Beaucoup d'hommes sont classés à droite à priori, à cause de leur nom, de leurs traditions de famille, de leur religion, de leur genre de vie et de leurs relations.

Si l'on y regarde de plus près, certains d'entre eux se distinguent par leur état d'esprit. Ils ont le goût de l'ordre public et du travail bien fait, le respect des hiérarchies, l'attachement aux traditions, le souci de maintenir féconds les héritages du passé.

Lorsqu'ils prennent conscience de leur solidarité, et qu'ils cherchent à se définir en s'opposant — ce qui est la façon la plus facile et, en politique, la plus usuelle de se définir — ils disent que la Gauche est trop idéaliste, que sa générosité est inefficace, parce qu'utopique, qu'au lieu de chercher à accélérer le progrès par des moyens éprouvés, elle recourt à des méthodes qui bouleversent la société et détruisent les valeurs (traditionnelles), sans profit pour personne.

Le portrait de la Droite, ainsi esquissé, paraîtra certainement un peu flou et un peu fade. On pourrait certainement le peindre de couleurs plus vives en puisant dans les ouvrages polémiques de la Gauche. Les deux cents familles, les amis secrets ou publics de Franco, les puissances d'argent fournissent à sa littérature tous les croquemitaines dont elle a besoin pour effrayer les petits enfants, mais — les excès de langage étant mis de côté — on a souvent l'impression que, pour la Gauche

aussi, la notion de Droite n'est pas claire, et que beaucoup d'écrivains ou de journalistes finissent par qualifier systématiquement de Droite tout ce qui leur déplaît.

Les régimes totalitaires, par exemple. Jeanne Hersch classe l'idéologie communiste à droite, juste après l'idéologie fasciste, et André Philip dit qu'elle a raison. Elle le fait parce qu'elle ne les aime pas. Pour ma part, en revanche, je les classe à gauche, aussi parce que je ne les aime pas et, en outre, parce que Mussolini, Hitler et Lénine sont tous trois des révolutionnaires, adversaires de l'ancien régime, nourris de littérature socialiste et enclins à gouverner au nom de principes idéologiques. Ils ont mis la dictature au service de leurs idéaux et ils ont sacrifié la liberté à leur conception — discutable — de la justice sociale.

Pour montrer qu'aujourd'hui on trouve des Droites partout, citons un dernier trait. Un spécialiste des affaires russes, à qui on demandait quelle était la position de Khrouchtchev, a répondu qu'il était à l'extrême-droite de la Gauche. En effet, le groupe stalinien, plus ou moins groupé autour de Molotov, représente aujourd'hui la vieille garde conservatrice du communisme russe ; leurs adversaires ont incarné une opposition, dite de gauche (?) et parmi ceux-ci Khrouchtchev serait l'élément le plus doctrinaire !

S'il est si difficile de définir respectivement la Droite et la Gauche, c'est parce que leur opposition se situe autant sur le plan de la sensibilité que sur le plan idéologique. Ce sont deux tempéraments qui s'affrontent. Un texte de G. Thibon le montre bien, et d'autant mieux qu'en cours de route, il se laisse manifestement emporter par ses démons intérieurs :

(1) Communication faite le 25 février 1959.

» Il est facile de définir l'homme de Gauche
» comme un envieux ou un utopiste et l'homme de
» Droite comme un satisfait ou un « réaliste ». Ces
» formules nous renseignent assez peu sur la vraie
» différence intérieure entre ces deux types d'hu-
» manité.

» Essayons d'y voir plus clair. Si nous évo-
» quons, dans chaque camp, quelques personna-
» lités supérieures (elles seules sont peut-être
» capables de nous fournir le grossissement néces-
» saire à la découverte des essences), la constata-
» tion suivante s'impose : le grand homme de
» Droite (Bossuet, de Maistre, Maurras, etc.) est
» profond et *étroit*, le grand homme de Gauche
» (Fénélon, Rousseau, Hugo, Gide, etc.) est pro-
» fond et *trouble*. Ils possèdent l'un et l'autre
» toute l'envergure humaine : ils portent dans leurs
» entrailles le mal et le bien, le réel et l'idéal, la
» terre et le ciel. Ce qui les distingue, c'est ceci :
» l'homme de Droite, déchiré entre une vision
» claire de la misère et du désordre humains et
» l'appel d'une pureté impossible à confondre avec
» quoi que ce soit d'inférieur à elle, tend à *sépa-*
» *rer* avec force le réel et l'idéal ; l'homme de
» Gauche, dont le cœur est plus chaud et l'esprit
» moins lucide, incline plutôt à les *brouiller*. Le
» premier, soucieux de garder à l'idéal son altitude
» et sa difficulté d'accès, flairera volontiers des
» relents de désordre dans les « idéals » qui cou-
» rent le monde ; le second, pressé de réaliser ses
» nobles rêves et peut-être un peu dégoûté des
» ascensions sévères, sera porté à *idéaler le dés-*
» *ordre*. Ici on mêle, là on tranche...

» A la limite, l'esprit de Droite aboutit à la
» négation de l'idéal, celui de Gauche à sa pros-
» titution.

» Au reste, la source de cette perpétuelle con-
» fusion des valeurs qui caractérise une certaine
» mentalité de gauche, réside dans l'anarchie inté-
» rieure des individus. Ceux-ci sont des décadents
» en qui les facultés et les sentiments sont in-
» achevés et affectés d'une indifférence redoutable.
» Rien n'est à sa place en eux, pas de hiérarchie
» interne. L'esprit, l'amour ne peuvent pas se ma-
» nifester dans leur pureté : ils sont saturés d'ap-
» pels inférieurs. Et la chair, l'égoïsme sont aussi
» trop faibles, trop inhibés pour se déployer ouver-
» tement, ils appellent l'idéal à leur secours et
» se font jour sous un masque généreux ! Le déca-
» dent ne sait pas disjoindre sa bassesse d'avec

» sa hauteur : tout en lui est brouillé, *méconnais-*
» *sable*. S'il est vicieux, il nomme cela *amour*, s'il
» est ambitieux, il prétend servir la *justice*, et le
» pire c'est qu'il est sincère ! Aussi sa *bassesse*
» est-elle infiniment plus dangereuse que celle de
» l'homme de droite parce qu'elle est portée sur
» les ailes de l'idée. »

Sous le verbe de G. Thibon, on saisit bien ces
contrastes presque physiologiques dont nous trou-
vons tant d'exemples dans les *conflits intellectuels*.
On ne peut en faire abstraction, mais ils ne suf-
fisent pas à expliquer que l'idée de Droite ait
conservé une telle consistance, et qu'aujourd'hui
encore, si équivoque et si mal servie qu'elle soit,
elle conserve une importance politique.

Faut-il alors l'assimiler au conservatisme ? C'est
précisément ce qu'il faut éviter. Reconnaissons que
ce n'est pas facile. La Droite attire les conserva-
teurs comme la Gauche attire les insatisfaits et les
rêveurs. Il n'est pas toujours possible, surtout en
démocratie, de distinguer l'âme des chefs des
appétits de la troupe.

*
**

La seule voie qui nous permette de saisir l'idée
de Droite avec quelque certitude, c'est l'observa-
tion de son développement historique. Nous la
voyons naître au début de la Révolution Fran-
çaise, à la Constituante, lorsqu'après la réunion
des trois ordres, certains députés se groupèrent
selon leurs affinités intellectuelles et leurs sympa-
thies personnelles, et prirent l'habitude de siéger
ensemble sur les bancs de droite de l'Assemblée.

Ces hommes n'étaient pas nécessairement des
réactionnaires ; à cette époque les courants d'opi-
nion n'étaient pas très tranchés. Beaucoup d'entre
eux paraissent même, quand on relit leurs discours,
étonnamment progressistes et souvent aussi utopis-
tes que les Girondins ou les Montagnards. Leur
trait commun est qu'ils soutiennent la monarchie et
combattent les violents. Au cours de la Révolution
ils disparurent de la scène politique ; lorsqu'ils
revinrent à la surface, sans être plus unis, ils
demeurèrent, chacun à leur façon, les défenseurs
« du trône et de l'autel ». On ne peut donc rien
comprendre à leur rôle ultérieur si on ne considère
la Droite comme étant d'abord un relent de l'an-
cien régime, subsistant pendant un siècle et demi,
à travers une société en pleine évolution.

En France, en Autriche, en Allemagne, en Hollande, en Belgique, en Angleterre même, la Droite garda pendant presque tout le XIX^e siècle une influence considérable. Dans chaque pays son affaiblissement coïncide à peu près exactement avec le double avènement de l'ère industrielle et du libéralisme. C'est un exemple typique du phénomène décrit par Marx, où l'évolution technique de la production a déterminé une modification sensible des superstructures morales et sociales. Jusqu'à cette époque, en tout cas, la Droite, ancienne classe dirigeante, conservant dans une large mesure la confiance du peuple, puissante par sa richesse et ses traditions, garda sa physionomie de groupe social cohérent, habitué aux responsabilités du pouvoir mais confondant un peu ses intérêts avec ceux de l'Etat. Son trait le plus saillant est peut-être son dédain des idéologies.

L'importance sociale des idéologies est un phénomène ultérieur.

Dans une conférence récente, M. Jean-Jacques Chevallier, énumérant les idéologies politiques du monde contemporain, s'est bien gardé de citer la Droite. Au contraire, a-t-il pris la précaution de dire, « sous l'ancien régime la politique était réservée aux hommes de l'art. Certes un système de valeurs sous-tendait leurs activités empiriques. » Mais il était fort lointain ».

Les hommes de l'ancien régime s'occupent de problèmes concrets. Ils ont sans doute des perspectives d'avenir, mais ils ne s'inquiètent pas de faire régner un système, de mettre dans leur action un ordre à priori, inspiré d'une théorie philosophique ou sociale.

La Droite a sauvé cette tradition. Elle n'a pas le goût des idéologies.

Peut-être est-elle morte de ne pas en avoir. Les idéologies, en effet, paraissent bien être devenues un élément indispensable du fonctionnement des régimes démocratiques. Leur soudaine influence au XIX^e siècle n'est pas due au pur hasard. Il tient à la nature même du régime.

Au fond, l'idéologie a deux fins. Tout d'abord elle sert à éclairer le réel en mettant en évidence certains aspects de l'évolution sociale. Si ces aspects sont bien choisis, leur mise en lumière augmente la perspicacité de l'homme d'Etat, lui permet de voir plus juste et plus loin, et d'enrichir ses

perspectives. L'idéologie devient ainsi un instrument précieux de la pensée politique.

Toutefois elle comporte un danger : la fuite hors du réel. Dans les esprits qui l'ont reçue et apprise et ne l'ont pas inventée, l'abstraction se met à vivre sur elle-même. Elle fermente en quelque sorte. Elle devient de plus en plus rationnelle et de plus en plus pauvre en matière observée, de plus en plus froide, de plus en plus étrangère au mystère des sensibilités humaines. A l'étage ultérieur, lorsqu'elle est maniée par des masses ignorantes ou passionnées, elle se dégrade petit à petit jusqu'au niveau des slogans.

Malheureusement l'idéologie a une deuxième fin : celle de regrouper les masses. Elle se traduit facilement en formules simples, d'un maniement très pratique pour ceux qui veulent canaliser les mouvements de l'opinion. La voici devenue drapeau — et bientôt instrument de domination. Le totalitarisme inné des partis et des foules n'est que l'aboutissement affreux des jeux idéologiques, si utiles et si innocents dans les cercles d'intellectuels socialement irresponsables.

La passion idéologique déshumanise la politique de façon mille fois plus perverse et hypocrite que les conflits d'intérêts. Elle la rend dure et implacable. Tous les excès révolutionnaires en sortent. Au terme, elle aboutit au meurtre ; elle suscite une exigence morale intérieure qui ne peut se satisfaire que dans l'absolu. N'insistons pas là-dessus. Il suffit de relire « L'Homme Révolté ».

L'homme de droite, précisément parce qu'il appartient à la classe dirigeante, ou se fie aux hommes de la classe dirigeante, est un homme d'expérience, à qui le théoricien n'en impose pas. Il n'admet de raisonnement abstrait qu'à la condition de le replacer dans un contexte plus empirique. A l'étage du paysan ou du petit industriel, il est facilement terre à terre, dangereusement terre à terre. A l'étage de l'homme d'Etat, il est au contraire celui qui confronte les espérances de l'avenir avec une connaissance intime du présent et du passé, l'homme qui a médité la pensée de Charles Maurras disant qu'une civilisation est une société dans laquelle un homme arrivant dans ce monde reçoit infiniment plus qu'il n'apporte. Remarquons ici en passant que Droite et Gauche ne s'opposent pas, comme deux objets de même nature. La différence est plus fondamentale. La Gauche se définit par

son idéologie et, grâce à cela, elle est facilement pure; la Droite se définit par l'attitude de ses hommes. Elle est plus incarnée.

Disons donc que l'homme de droite est avant tout l'Héritier. Pas nécessairement héritier à titre personnel; il est le citoyen conscient d'avoir sa part d'un héritage collectif.

L'héritage, c'est d'abord un immense trésor d'expériences au sein duquel l'esprit fait un perpétuel triage : des valeurs morales, des idées, des moyens techniques, qui peuvent toujours être remis en question, mais qui, de génération en génération, se précisent, s'affinent, s'affirment. Ce qui caractérise l'homme de droite, c'est qu'il fait volontiers l'inventaire, c'est qu'il médite les succès et les erreurs de ses pères, qu'il éprouve une reconnaissance débordante à l'égard des générations antérieures, pour ce qu'elles ont apporté, pour ce qu'elles ont souffert, pour leurs tentatives vaines et leurs passions malheureuses. Il sait que l'acquis du passé est fragile et toujours discutable. Les bonnes raisons ne manquent pas de le remettre en question. Mais les mauvaises raisons non plus. Et il tremble qu'à la légère, sous l'empire d'un sentiment généreux et violent, sous l'impression d'un scandale, dans la fièvre de la jeunesse et de l'illusion, l'apprenti-sorcier ne balaye sans prudence l'édifice en voie de construction.

Cette position d'héritier est voisine — et cependant aux antipodes — de ce conservatisme alimentaire qui, malheureusement, gonfle presque toujours les rangs des partis de droite. Autant il est sain de s'appuyer sur le passé pour mieux affronter l'avenir, autant il est dangereux de se laisser envahir par des individus qui ne songent qu'à conserver les positions qui n'offrent plus d'utilité : leurs situations acquises, leur fortune, leurs préjugés, leurs manies, les abus dont ils tirent profit.

Le conservatisme sous son plus mauvais aspect est un trait permanent du caractère humain.

Il pèse d'un poids très lourd dans toutes les politiques. Il freine tous les progrès. Il est le plus répandu et le plus haïssable des vices sociaux. Le véritable homme de droite risque en permanence d'être écrasé au sein de son propre parti par la charge de cette digestion. C'est ce qui explique qu'à l'intérieur des partis conservateurs, des minorités progressistes, plus attachées aux vraies tra-

ditions de la Droite, soient souvent en même temps celles qui peuvent le plus facilement trouver des contacts avec les éléments les plus dynamiques de la Gauche.

*
**

Peut-être pouvons-nous vérifier notre impression en observant comment les partis de droite se sont comportés en Europe au cours du XIX^e siècle. Constatons d'abord que presque partout l'évolution sociale a fait disparaître l'ancienne Droite. Elle a été corrompue, dispersée; le milieu social qui l'animait a disparu. D'autres groupes sont venus s'asseoir, à chaque génération, sur les bancs qu'elle occupait dans les assemblées et, s'ils ont retrouvé certains de ses principes ou de ses préjugés, ils ont surtout subi l'influence de leur temps. Dans quelle mesure peut-on les appeler « partis de droite » ? Ne sont-ils pas le plus souvent au contraire des partis de gauche, engraisés de conservatisme ?

En Europe, un seul parti encore apparaît comme le descendant légitime de la Droite traditionnelle. C'est le parti conservateur anglais. Le seul aussi qui accepte encore de porter ce nom, partout ailleurs si mal noté.

Comment peut-on caractériser ce parti ?

Tout d'abord, il constitue encore dans une très large mesure un milieu social caractérisé. Il est dirigé, en partie tout au moins, par un petit nombre de familles qui s'occupent traditionnellement de politique et qui gardent encore la confiance d'une très grande partie de la classe moyenne et de la classe ouvrière. On ne peut pas dire que cette situation porte atteinte aux principes démocratiques, car il est peu de pays, au contraire, où la démocratie fonctionne plus correctement. Comme l'a fort bien expliqué au début du siècle Lawrence Lowell, dans son livre sur le gouvernement de l'Angleterre, une bonne partie des électeurs anglais reconnaît la compétence et la valeur morale de certains milieux et elle leur renouvelle, à chaque élection, le mandat qui leur permet de continuer à gouverner le Royaume-Uni. Cette classe dirigeante n'est pas une classe de technocrates, mais, pour elle, la politique au sens le plus large du terme demeure une fonction traditionnelle.

Elle est très ouverte parce qu'elle contrôle sans cesse sa propre légitimité par le jeu des élections successives. Elle est donc à la fois représentative

et initiée à l'art difficile du gouvernement. Elle rassemble des hommes qui ont des responsabilités plus ou moins directes dans tous les secteurs de la vie économique, sociale, intellectuelle. Elle incarne donc beaucoup d'intérêts privés légitimes et souvent contradictoires. Elle les synthétise plus ou moins bien au sein d'un corps, le parti conservateur, qui ne prétend pas négliger ces intérêts par un fâcheux goût d'angélisme mais qui les synthétise ou en quelque sorte les sublime, dans une tentative plus ou moins réussie de leur donner leur place au sein d'un Etat, gardien de l'intérêt général. Aucun théoricien ne pourrait affronter pareille gageure ; mais l'empirisme anglo-saxon, joint à d'admirables méthodes de travail, ont en tout cas assuré aux Tories un succès suffisant pour leur donner la confiance de la majorité du peuple anglais.

Pour l'expliquer, il faut ajouter que le trait moral fondamental du monde conservateur est le dévouement à l'Etat avec les vertus correspondantes : sens de l'honneur, courage, esprit de sacrifice. Dans tous les moments difficiles et notamment pendant les guerres, les classes dirigeantes ont toujours donné l'exemple. Et c'est le parti conservateur qui a imposé en 1940 un système d'impôts extraordinairement dur, dépossédant toute la classe riche, ce qu'un gouvernement de gauche n'aurait peut-être pas pu ou osé faire.

La Droite anglaise reste en contact très étroit avec le peuple. La chose frappait déjà Taine lorsqu'il fit un voyage en Angleterre en 1872. Il se plaît à souligner dans son livre, en contraste avec la situation qu'il déplore en France, le spectacle d'une gentry, apparemment riche et oisive, mais dont tous les membres, dans toutes les familles, sont perpétuellement occupés d'œuvres sociales de toutes espèces et participent pleinement à tous les jeux et à toutes les fêtes de leurs villages.

Les traces de l'ancien régime ont disparu beaucoup plus vite sur le continent qu'en Angleterre et probablement parce que son pouvoir n'a pas eu sa contre-partie : un très grand respect de la volonté populaire.

Il ne s'agit pas seulement de la correction des élections. C'est la volonté populaire, telle qu'elle est dégagée des scrutins, qui s'impose moralement aux vainqueurs. Peut-être même dans ce domaine, pourrait-on accuser les partis anglais d'un excès de

timidité. Même lorsqu'ils se rendent compte que certaines réactions du peuple ne sont pas heureuses, ils évitent de les heurter de front, de les combattre. C'est tout au plus si on entreprend une longue œuvre de persuasion dans l'espoir de modifier, par étapes, les mentalités. Peut-être la tiédeur des ministres anglais dans la politique européenne est-elle due en grande partie à leur crainte de bousculer les sentiments de leurs électeurs et à leur loyalisme à l'égard de masses encore insuffisamment préparées aux exigences du monde nouveau.

Ces vertus ont leurs revers. D'abord cette rigueur, poussée jusqu'à la dureté et l'obstination, qui a si souvent caractérisé la politique extérieure anglaise. Dans l'affaire de Chypre, comme dans les relations avec l'Europe, comme dans tant d'affaires mal emmanchées au XIX^e siècle, on a le sentiment d'un manque d'imagination, d'une raideur inutile, fruits d'une docilité excessive à l'égard de certains courants de l'opinion publique.

Chose plus grave encore, les hommes politiques anglais ne respectent pas seulement le conservatisme de leurs électeurs, mais aussi celui de leur administration. Sans doute le civil service anglais est-il un des corps les plus sérieux et les plus compétents du monde. Il est un instrument admirable entre les mains d'une volonté puissante et d'un esprit créateur. Mais il n'est pas facile à mener. Dans toute bureaucratie, l'ancienneté préside plus ou moins à l'avancement. Les mieux notés sont souvent ceux qui assimilent le mieux l'esprit de la maison. Et la maison fait bloc autour des « expériences séculaires » et des méthodes éprouvées. On a quelquefois l'impression que les hommes d'Etat anglais, trop dociles à leur morale, à leur respect des lois et du peuple, ne parviennent qu'à la veille ou au cours des catastrophes à sortir leur pays de ces ornières que creusent incessamment l'ordre social, le contentement des masses et les administrations vertueuses.

Inutile de décrire dans le détail l'aspect de la Droite en Allemagne, en Hollande ou dans les pays scandinaves. Il y subsiste comme en Angleterre des milieux sociaux, partiellement héréditaires, qui ont gardé du prestige et de l'influence et qui conservent leur attachement à des valeurs traditionnelles, héritées de l'ancien régime. Mais la Révolution française, les guerres, les occupations, les changements de régime ont passé sur eux et

ils ne sont qu'une image affaiblie de la Droite britannique.

Il n'y a plus, à proprement parler de parti de droite en Allemagne. Toutefois on y trouve encore des hommes influents qu'on ne peut classer tout à fait comme conservateurs, ni comme démocrates, mais qui rappellent plutôt les grands seigneurs progressistes, du type des Vonckistes de la Révolution Brabançonne, ou de Montalembert, ou de Lyautey ou de Bismarck.

*
**

En France, la Droite me paraît avoir totalement disparu. Avant la guerre de 1914, il existait encore un quarteron de députés royalistes. Aujourd'hui, sur les bancs du Palais-Bourbon, on ne trouve plus que des groupes de Gauche dont certains ont été repoussés petit à petit de l'autre côté de l'hémicycle par des formations nouvelles, aux étiquettes de plus en plus rouges. Un historien de la III^e république signale que la *gauche démocratique* a siégé à droite à partir des élections de 1910. Aucune tentative n'a été faite en France pour relever le nom de « conservateurs ». Même éloignés de leurs premiers ports d'attache, tous les partis ont cherché à sauver au moins, dans leur nom ou leur attitude, un reste de républicanisme ou de laïcité, qui puisse leur servir d'alibi.

La seule force qui apparaisse dans sa complète authenticité comme de droite, est celle qu'incarne le général de Gaulle. Le Général est instinctivement au-dessus des partis et des idéologies. Il est au service de la France, dont il saisit la destinée à travers l'histoire et, en partie certainement, à la lumière de ses traditions familiales. Il ne se laissera détourner de sa mission par aucun intérêt privé ou personnel. Il est l'homme de l'État. Cela ne veut pas dire qu'il est à l'abri de ses propres passions, même lorsqu'il cherche à s'élever au-dessus d'elles. Il n'est pas exempt de ce nationalisme qui a si curieusement contaminé une certaine Droite à la fin du siècle dernier. Il n'aime pas de s'occuper de l'« intendance », et peut-être range-t-il dans l'intendance des problèmes économiques et sociaux aussi urgents que les options politiques. Il n'en garde pas moins du grand homme de droite des traits essentiels. Il regarde vers l'avenir, mais non à travers des idéologies. Il sait que l'État repose sur quelques colonnes essentielles : amour de la

Patrie, honneur, discipline, désintéressement, courage. Il veut reconnaître les intérêts légitimes, où qu'ils soient, mais abhorre toutes les féodalités. Surtout il croit à la responsabilité personnelle et ne veut pas qu'elle soit diluée dans l'indécision des comités et des votes. Il ne croit pas qu'une politique puisse être conçue ni formulée collectivement. La démocratie selon lui, consiste dans le droit du peuple d'accepter ou de refuser la direction de chefs responsables, non à remettre en question à tous les détours leur politique et leur autorité.

Le langage du général de Gaulle est particulièrement révélateur de son être intime. Il parle avec infiniment de clarté et de sincérité et cependant ses conclusions ont toujours quelque chose d'ambigu. L'homme de gauche, parce qu'il est foncièrement idéologue, définira volontiers sa solution avec d'autant plus de précision qu'elle est encore du domaine de l'espérance. Les parlements adorent ces plans sur papier. Ils trouvent toujours que les ministres ne leur disent pas assez clairement ce qu'ils vont faire et ce qu'ils réaliseront. Le Général ne s'abandonne jamais à ces visions. Il est trop honnête pour parler du futur comme s'il existait déjà. Il est trop intelligent pour croire aux cités idéales. Il se collette avec le réel et définit ses objectifs à mesure qu'il s'engage. Il joue avec le destin les chances de la France et, grâce à cela, il peut gagner. La Gauche dira que c'est du gouvernement personnel. Mais, hors des périodes de calme plat, y-a-t-il jamais eu de gouvernement qui ne soit pas personnel, et serait-il préférable de ne pas avoir de gouvernement du tout ?

Le pouvoir du général de Gaulle, bien qu'ayant une autre base, ressemble fort à celui de l'ancienne royauté qui s'imposait par son prestige, s'appuyait sur la coutume et, à beaucoup d'égards, était infiniment moins arbitraire qu'on ne l'imagine aujourd'hui. Le général de Gaulle a tenu à ce que son pouvoir ait de solides assises légales. Il respecte les droits de l'homme et notamment la liberté de la presse et de l'opinion. Il ne paraît pas avoir développé la police politique, ni les forces de la gendarmerie. Il s'est efforcé au contraire de ramener l'armée à sa place traditionnelle.

Quant au contenu de sa politique, il se distingue de celui des partis conservateurs. Oserions-nous dire que plus il se sépare des Indépendants, plus il rejoint les positions de Droite ?

Outre le général de Gaulle, on peut certes trouver en France beaucoup d'hommes qui incarnent à un haut degré les valeurs de droite. On trouvera aussi des familles, dans l'armée, la haute administration, dans certaines régions peut-être, qui méritent la même qualification. Mais aucun milieu important, aucun parti politique en tout cas, n'a échappé entièrement à la pensée de gauche. Au parlement siègent sous des étiquettes diverses plusieurs groupes conservateurs. Certains de leurs membres sont religieux ou chauvins. Ils sont souvent les élus de milieux mal adaptés aux conditions modernes de la production ou les porte-parole de milieux sociaux ou économiques désireux d'avoir leurs avocats à la Chambre. Ils n'ont jamais constitué un corps qui ressemble, même de loin, à l'ancienne Droite traditionnelle.

Il est indispensable de nous arrêter un peu à l'analyse des idées de ces groupes, si nous voulons saisir de plus près ce qui les distingue de la Droite. Et comme il est toujours un peu arbitraire de définir les tendances d'un mouvement politique, je suivrai d'assez près le portrait qu'en trace J. Hersch, dans son admirable livre, *Idéologies et réalité*. Elle les range tous plus ou moins dans la catégorie des « conservateurs-libéraux ».

Pour elle, ils sont avant tout les défenseurs de l'ordre existant et ils acceptent plus facilement l'injustice que le désordre. « Toute révolution (et cela » malgré leurs origines révolutionnaires) leur paraît faible et arbitraire, frivole en somme, enfantine, dangereuse, une révolte par manque de maturité. La grandeur et le prestige éternel de l'ordre subordonnent l'injustice, la réduisent à une discordance résorbée dans le tout. »

Cette relative indifférence à l'injustice est certainement un trait caractéristique de milieux conservateurs. Certains hommes de gauche sont d'ailleurs conservateurs sur ce point, quand ils poursuivent leurs adversaires politiques. Mais la droite elle-même dans son ensemble n'est certainement pas, je le crains, à l'abri de ce jugement. Jusqu'ici donc droite et conservatisme se ressemblent.

D'après J. Hersch, les vertus cultivées ou du moins célébrées par les conservateurs-libéraux sont « l'épargne, l'exactitude, le travail, la tenacité, l'initiative utile ». On pourrait aussi les appeler des vertus bourgeoises. Elles sont précieuses mais elles ne se confondent pas exactement avec celles que le

général de Gaulle mettrait au premier rang. J. Hersch, qui est concrète, dit que ce sont les vertus qui procurent la richesse.

Ici le contraste devient plus net : l'homme de droite ne peut avoir l'âme bourgeoise. Il ne peut être un « satisfait ».

Les conservateurs français sont aussi attachés à la démocratie, non par exigence de fraternité, remarque J. Hersch, mais plutôt comme à un bon moyen de fonder la légitimité. Pour ces républicains, le suffrage universel est pratique, mais il n'a pas cette vocation quasi mystique d'être l'instrument par lequel la volonté populaire se dégage irrésistiblement et s'impose comme une autorité souveraine.

Sur ce point, les conservateurs se distinguent bien de la Gauche.

Respectueux du suffrage universel, les conservateurs sont en outre *légalistes*. Pour eux, la loi est le seul Souverain. Même si elle aboutit à l'injustice, il faut d'abord la respecter parce qu'il n'y a rien au-dessus d'elle.

Cette idée est directement issue de la Révolution Française et en est peut-être le plus grand apport. Comme toutes les idées sages, elle peut être dangereuse cependant, lorsqu'elle est maniée par des hommes qui prétendent en tirer les conséquences jusqu'à leurs limites logiques.

La Révolution s'est dressée contre le principe d'un pouvoir arbitraire, l'arbitraire étant représenté par le pouvoir personnel, par le pouvoir royal. Au-dessus du pouvoir personnel, elle a voulu placer un pouvoir supérieur, la loi, œuvre de tous, s'imposant à tous comme la règle établie par la volonté populaire, dans l'intérêt du peuple.

Cette idée de la souveraineté de la loi, si profondément inscrite aujourd'hui dans notre droit et dans nos mœurs, ne me paraît cependant, lorsqu'on en fait un absolu, ni une idée de gauche, ni une idée de droite. Elle correspond à l'ordre bourgeois du XIX^e siècle.

J. Hersch, qui est socialiste, la combat vigoureusement parce qu'elle met la justice au-dessus de la loi. Et quant à la Droite traditionnelle, du moins quand elle est d'inspiration chrétienne, elle ne peut non plus hypostasier la loi et lui donner la valeur d'un principe transcendant. La morale est au-dessus

de la loi ; l'intérêt du peuple est au-dessus de la loi ; la loi, correctement votée, peut être injuste, ou provoquer des injustices dans des cas particuliers !

Sur ce point, mes instincts d'homme de droite m'opposent certainement aux conservateurs-libéraux. Je crois qu'il est utile qu'il existe dans l'État une autorité qui puisse, dans certaines conditions, préserver l'être humain de la rigueur des lois. Le droit ne peut être purement formel. L'homme ne peut être soumis sans réserve à un mécanisme, celui-ci eût-il à son point de départ les principes les plus moraux. La liberté et la dignité de l'homme exigent qu'il puisse se référer en dernière instance à une autorité qui soit humaine, personnelle, responsable. À défaut de cette réserve, l'homme devient esclave de sa propre création et il risque de souffrir plus encore de l'arbitraire des lois que de l'arbitraire des hommes.

Sur le plan international, les conservateurs libéraux sont attachés à la paix, mais aussi à « l'idée absurde » qu'on peut faire régner le droit entre nations qui se veulent absolument souveraines. Cette idée tend heureusement à disparaître. Elle n'était pas non plus une idée de l'ancien régime. Elle est un héritage de la centralisation monarchique, systématisé par le nationalisme du XIX^e siècle.

Enfin, en matière économique, les conservateurs sont les héritiers directs du libéralisme, première incarnation de la Gauche, et non de la Droite traditionnelle, qui était plutôt dirigiste, bien qu'à cette époque le mot n'existât pas encore. Ils réclament la liberté du commerce, le droit d'initiative le plus large ; ils vantent la libre concurrence, en théorie tout au moins.

« Leur ennemi, écrit J. Hersch, est la réglementation et son agent principal, l'État. L'État se trouve désormais radicalement dissocié de la Patrie, incarnation des idéaux communs, de l'ordre traditionnel et légitime, méritant tous les sacrifices jusqu'au dernier ; l'État, appareil mécanisé, anonyme, constitué par des bureaux et des intrigues, méritant tous les mépris et qu'il faut réduire à la portion congrue...

« C'est ainsi qu'en eux, dans une certaine ambiguïté, patriotisme et anti-étatisme polarisent des sentiments contraires. Il existe des libéraux conservateurs chez qui le patriotisme prime l'anti-

» étatisme et qui défendent l'État tel qu'il existe
» parce qu'il est une des incarnations actuelles de
» la patrie. Il en est d'autres chez qui l'anti-étatisme prime le patriotisme et qui sont prêts à
» n'importe quelle alliance extérieure pour réduire
» l'empire de l'État. En général, on considère que
» c'est la patrie qui exige les sacrifices du service
» militaire et la guerre, tandis que c'est l'État qui
» perçoit les impôts.

Cette ambiguïté conservatrice n'est certainement pas une position de droite. Celle-ci n'a aucune objection de principe à l'extension du rôle économique de l'État et même des nationalisations. Elle n'y est pas favorable a priori. Pour elle, c'est pure question d'opportunité. Rappelons-nous à ce propos la politique de Colbert ou de Bismarck, le rachat des chemins de fer par l'État Belge. Le général de Gaulle a approuvé beaucoup de nationalisation en France et elles y ont donné souvent d'excellents résultats, parce que la France fourmille d'hommes indépendants et de grande valeur, à qui on peut confier les industries nationalisées. Au contraire, en Belgique, les nationalisations seraient désastreuses, parce que tous les postes dirigeants seraient confiés, comme à la S.N.C.B. et à l'I.N.R., aux créatures souvent médiocres et sans qualification des partis politiques, des groupes linguistiques et d'autres féodalités encore.

*
**

En Belgique, aucun parti ne répond tout à fait à la définition que J. Hersch donne des conservateurs libéraux, mais leur tendance est exactement reflétée dans un journal, « La Libre Belgique ».

Au parlement, le parti qui siège sur les bancs de droite est le P.S.C. (Parti Social Chrétien). Le connaissant bien, puisque j'en fais partie, je crois pouvoir affirmer qu'il n'est ni de droite, ni conservateur, bien qu'il compte dans ses rangs beaucoup d'hommes à qui l'une ou l'autre de ces dénominations conviennent encore très bien.

Le P.S.C. est d'abord un parti social, au service des petites gens ; il est généreux, soucieux de justice et d'égalité, très respectueux des droits de l'homme mais pénétré aussi de tout côté par l'influence des groupes de pression, qui couvrent tout le pays comme une féodalité.

Le P.S.C. se veut démocratique et il l'est. Dans aucun parti les électeurs ne participent aussi nombreux aux polls et aux désignations de comités. Les cadres sont très largement choisis dans les milieux populaires. Son Centre d'Etudes et ses comités directeurs comptent en majorité des représentations d'organisations sociales, ou des techniciens de tendance très avancée par rapport aux opinions de la classe bourgeoise.

Il est peu nationaliste et tout à fait acquis à l'idée de l'Union Européenne ; défiant à l'égard de l'armée et toujours prêt à réduire imprudemment la durée du service militaire ; convaincu de la nécessité de répandre plus largement l'instruction par la prolongation de la scolarité et l'octroi de facilités nouvelles pour l'accès à l'enseignement supérieur.

Ce programme n'est certes pas un programme conservateur ; il pourrait être celui d'un parti de droite, dans la définition peut-être un peu personnelle que j'en donne.

En revanche, le P.S.C. a d'autres traits, qui sont très opposés à ceux de la Droite. D'abord il s'est donné une idéologie, basée sur la doctrine sociale des encycliques pontificales. Cette armature idéologique a certes renforcé son prestige et son efficacité, mais elle n'est pas toujours corrigée par un sain empirisme et elle risque de se scléroser assez vite parce qu'elle est trop utilisée comme un moyen de regrouper les cadres et d'aligner les masses.

En second lieu, le P.S.C. manque certainement du sens de l'Etat. Certains de ses membres s'intéressent sans doute à la réforme de l'Etat et au maintien de structures politiques saines ; mais dans son ensemble, le parti est beaucoup plus préoccupé de poursuivre ses buts sociaux et économiques que d'assurer la santé de l'organisme politique qui doit atteindre ses buts (1).

Enfin, il faut reconnaître que le P.S.C. est également alourdi par un poids de conservatisme qui peut à certains moments devenir inquiétant. Il groupe en effet parmi ses électeurs un grand nombre d'hommes attachés à des conceptions économiques attardées. Comme André Philip le disait assez bien dans un ouvrage récent : « Ce sont eux qui veulent éviter les changements, défendre les intérêts professionnels aujourd'hui organisés, sauvegarder la structure actuelle de l'artisanat, du commerce, de la petite industrie ». Certes, sur ce

point, ajoute-t-il, « les gens de droite sont légion au sein même des partis dits de gauche, et même du parti socialiste ». André Philip a certainement raison. Tous les partis politiques sont lestés aujourd'hui par notre corps électoral vieilli d'un conservatisme inquiétant.

*
**

S'il n'y a plus de parti de droite en Belgique, il s'y manifeste en revanche un phénomène curieux : la réapparition du pouvoir personnel. Une série de postes importants sont occupés par des hommes pratiquement nommés à vie : les chefs de partis, les chefs des syndicats, les dirigeants de nombreux journaux, les présidents des groupes économiques comme la Fédération des Industries ou le Boerenbond. Dans tout le secteur des activités semi-privées, semi-publiques aussi, tend à se créer un milieu indépendant composé d'hommes qui, à l'origine, ont été nommés ou élus, mais qui se sont largement émancipés et agissent très librement selon leur conception propre du bien public. Tous ces hommes tendent à former une classe sociale : ils se rencontrent beaucoup ; ils ont des responsabilités très lourdes ; ils tiennent, même lorsqu'ils ont été nommés par le Roi, à maintenir leur liberté d'action à l'égard de l'Etat. Issus de milieux sociaux très différents, ils finissent par se rassembler, se concerter, se considérer, dans une certaine mesure, comme les véritables défenseurs de l'intérêt public.

Au XIX^e siècle, l'Etat belge avait sous lui des fonctionnaires, en face de lui, des notables. Aujourd'hui une certaine confusion s'est opérée entre ces deux milieux et, à côté des pouvoirs constitutionnels, s'est formée une nouvelle classe dirigeante, aux contours mal définis, mais plus influente déjà que les instances parlementaires. Ce qui caractérise ces nouveaux « notables », c'est qu'ils s'efforcent constamment de concilier les intérêts privés et publics. A des degrés très divers, certes. Mais il n'est pas douteux que les chefs des syndicats, représentants d'intérêts privés, se rendent parfaitement compte qu'il n'y a pas de syndicats prospères dans un Etat décadent et qu'on ne peut faire de politique sociale dans la ruine générale. Il n'est pas douteux non plus que les chefs des grands para-

(1) Depuis que cet article a été écrit, le P.S.C. a évolué et commence à s'apercevoir de la nécessité de renforcer l'autorité de l'Etat et d'améliorer l'administration.

stataux se défient souvent de la démagogie parlementaire ou de l'insuffisance des ministres et cherchent à défendre ce qu'ils considèrent comme les vrais intérêts de la collectivité, en négociant avec les intérêts privés et parfois en s'appuyant sur eux.

Peut-on dire que ce nouveau milieu social soit conservateur ? Je ne le crois pas. Idéologiquement il est plutôt à gauche. Ne pourrait-on pas dire qu'il représente une nouvelle élite : une classe de notables, représentants d'intérêts publics et d'intérêts privés, peu doctrinaires, peu disciplinés, mais occupés tout le jour de trouver une solution aux problèmes de l'État ?

*
**

Venons-en à la dernière partie de notre exposé.

La Droite, qu'on la présente comme parti ou comme milieu social, a donc pratiquement disparu presque partout. C'est un phénomène du passé. Il supposait l'existence d'une aristocratie, assez influente pour être réellement représentative et assez disciplinée pour qu'une minorité d'esprits d'élite puisse lui imposer ses vertus. Ces conditions sociales ont disparu progressivement dans toute l'Europe depuis 1848. En outre, on peut se demander dans quels pays et dans quelle mesure l'idéal de Droite a réellement dominé les partis de ce nom.

Ce point, toutefois, importe peu dans notre étude. Nous cherchons à définir les partis par ce qu'ils ont de meilleur. Cette façon de faire est la seule qui permette d'évaluer leur apport, la seule aussi qui ouvre une voie de rapprochement.

L'effort pour *maintenir* la Cité situe l'homme de droite, comme l'effort pour *transformer* la Cité selon un modèle préconçu situe l'homme de gauche. Le premier, quand il a du génie, élargit sa vision et découvre sans cesse des horizons nouveaux. Le second, s'il est sage, ne porte la main sur la vieille demeure qu'avec respect.

Si la Droite n'est plus, il subsiste des individus qui défendent et cultivent, ou prétendent du moins cultiver certaines valeurs de droite. Ils constatent que la crise des démocraties s'étend dans le monde occidental. Ils rencontrent des hommes — venus souvent de la Gauche — qui s'inquiètent comme eux. Ils lisent avec quelques amusement des livres comme « Le Crépuscule des Démocraties », de

Walter Lippman, où cet Américain découvre comme nouvelles des idées que l'on croyait ensevelies dans les œuvres de Maurras ou de Joseph de Maistre.

A leurs yeux, le malaise du monde occidental est dû pour partie au fait que les idéologies de gauche qui se sont succédées depuis un siècle et ont si profondément marqué les mentalités et les mœurs politiques, ont trop souvent perdu de vue — ou même explicitement rejeté comme de droite — des valeurs indispensables à la conservation et à l'essor des communautés politiques. Pendant des décennies, les Nations ont vécu sur la force acquise. Un moment vient où la société s'effrite et où le problème de la maintenir en vie surgit au premier plan, reléguant au second les préférences idéologiques.

A ce moment, les mouvements d'idées cessent de coïncider avec les partis et on voit se dégager de partout des hommes qui cherchent d'abord à sauver l'État.

Sur quel programme résolument orienté vers l'avenir, de pareils hommes pourraient-ils se regrouper ? Il ne nous appartient pas de l'examiner ici. Les hommes de droite en effet ne seraient plus eux-mêmes s'ils présentaient un programme *a priori*. La seule chose qui nous intéresse, c'est l'inventaire des valeurs de droite qui pourraient être reconnues par cette nouvelle élite.

A cet inventaire on pourrait mettre en exergue une formule de Maurras : « Ce qui m'étonne, ce n'est pas le désordre, c'est l'ordre ». L'ordre, en effet, ne naît pas de rien. Il ne vient pas tout seul ; il n'apparaît que si on met dans la balance certaines forces, que si des hommes de tous côtés travaillent dans le même sens. L'ordre social n'est naturel que chez les populations primitives, qui observent leurs coutumes sans les mettre en question et sans réfléchir à leur efficacité. Partout ailleurs il est le fruit d'un effort. Il s'ensuit qu'il est l'affaire d'une minorité, dans laquelle il faut ranger non seulement, ni même principalement les hommes politiques, les fonctionnaires et les techniciens, mais tous ceux qui remplissent une fonction sociale, sous leur responsabilité propre, tous ceux qui participent à la gestion des affaires publiques ou qui, du moins, leur accordent plus qu'une attention passagère, tous ceux qui — au-delà de leur profession — se reconnaissent des devoirs et des responsabilités dans la gestion de la communauté.

Autour de quelles idées ces hommes responsables tendent-ils à se regrouper aujourd'hui ?

Idées de droite ? me demandera-t-on. Je n'en sais rien. C'est aux hommes de gauche d'en juger. Je ne veux pas leur voler une partie de leur sagesse.

Il s'agit avant tout de rétablir une autorité politique saine et efficace. Or, cette autorité ne peut être fondée seulement sur le suffrage universel, ni tout autre mode d'élection. L'élection est probablement dans nos sociétés le meilleur moyen d'attribuer aux hommes politiques le pouvoir légal. Mais des hommes qui n'auraient d'autre titre que leur élection et seraient purement les créatures du suffrage universel, ou les instruments dociles des partis ne sont pas à mes yeux les légitimes détenteurs du Pouvoir. L'élection est un mandat de confiance qui ne vaut que s'il est donné à quelqu'un qui est capable de l'exercer. Pour qu'un pouvoir soit légitime, il faut qu'au mandat — ou à la nomination — qui la réalise se joigne l'autorité personnelle qui la justifie. Il importe donc de « désacraliser » le suffrage universel et, en le faisant, on le servira, parce qu'on mesurera mieux ses mérites.

A mes yeux, il y en a trois principaux. Le suffrage universel est le seul moyen pratique de faire participer tout le peuple à la gestion des affaires publiques. Lorsqu'il s'agit de porter une appréciation très générale sur un gouvernement, la loi des grands nombres élimine les points de vue trop particuliers ou trop locaux et la volonté populaire qui se dégage exprime généralement la voix du bon sens. Enfin, comme dans toute société, il faut un pouvoir suprême, qui tranche en dernier ressort, le suffrage universel, lorsqu'on lui pose une question simple et claire, est sans aucun doute l'autorité la plus indiscutable.

Pour être efficace l'autorité doit aussi être personnelle. Toute démocratie qui favorise le pouvoir collégial, qui accepte trop facilement que des décisions soient prises collectivement, court fatalement à la ruine non seulement de l'Etat, mais de son propre principe.

En effet en supprimant la décision personnelle, on détruit en même temps la responsabilité personnelle et on rend impossible tout contrôle. Or, responsabilité et contrôle sont, au moins autant que le suffrage universel, les piliers de tout régime de liberté.

En fait, dans beaucoup de pays, en Belgique notamment, la responsabilité a fini par être si diluée qu'on ne la retrouve plus nulle part. Il est de plus en plus rare qu'une décision, et surtout une suite de décisions, soit prise librement, par un homme indépendant, qui s'engage pour le meilleur et pour le pire. Presque toujours, à tous les étages, ce sont des comités qui délibèrent et chacun donne son avis. Ceux qui donnent leur avis s'inspirent surtout des intérêts qu'ils représentent, ou de leurs positions individuelles. Ils cherchent à influencer le comité plutôt qu'à trouver la solution dont ils prendraient eux-mêmes la responsabilité s'ils étaient les maîtres. La décision prise ne sera qu'une moyenne. Personne ne sera moralement responsable des ordres donnés, ni de la suite des événements. Les sages devront parfois couvrir les mesures prises contre leur sentiment par la majorité. C'est ainsi qu'on édifie petit à petit un pouvoir anonyme, plus proche des servitudes totalitaires que des principes d'une saine démocratie. C'est ainsi qu'on détruit les bases morales d'un régime, car le peuple ne peut respecter des chefs qui n'agissent plus qu'en groupes et s'évanouissent au moment où ils devraient porter le poids des catastrophes.

Chefs capables, personnellement responsables, les dirigeants d'une démocratie doivent en troisième lieu être des hommes forts, c'est-à-dire des hommes qui, dans le débat politique, peuvent ajouter au poids de leur autorité légale, le poids de leur force individuelle. Ils doivent en effet dominer deux ordres de puissances, saines en elles-mêmes, mais qui deviennent anarchiques dès qu'elles ne sont pas dominées par des hommes capables de les comprendre, de les harmoniser et surtout de les affronter.

Ces deux puissances sont les techniciens et les groupes de pression. La technocratie s'établit dans tous les ministères où le ministre, faute de culture ou d'énergie, est incapable d'établir, non pas son autorité légale — ici insignifiante — mais son prestige personnel sur ses fonctionnaires.

Comme les techniciens, les groupes de pression sont indispensables à une société libre. Tous les intérêts légitimes doivent se grouper et s'associer et ils ont le droit de s'adresser à l'Etat et de lui demander son aide. En revanche, ils ne peuvent dominer l'Etat et transformer la société en une féodalité, où chacun se bat aveuglément pour son

profit immédiat. Or, aujourd'hui dans beaucoup de pays, les groupes de pression se sont très savamment organisés pour faire la conquête de l'Etat. Ils se sont introduits dans beaucoup de comités semi-publics et dans beaucoup d'administrations. Surtout, ils ont poussé leurs antennes jusque dans les partis et les assemblées législatives et ils se servent du suffrage universel à leur profit. Le public croit qu'il élit des hommes de droite ou de gauche ; mais dans les groupes qui siègent, l'observateur découvre les représentants qualifiés des « vested interests ».

Devant ces forces anarchiques, mais conquérantes, maîtresses de certains ressorts parlementaires, le pouvoir légal des ministres ressemble fort à celui de Louis le Débonnaire ou des Rois faibléants.

Remarquons en passant que si les Capétiens ont dominé la féodalité et restauré l'Etat, ce n'est pas grâce à leur titre royal, mais surtout à leur pouvoir féodal, grâce aux moyens d'action qu'ils pouvaient dans leurs fiefs.

En démocratie, les chefs ne peuvent s'imposer que s'ils ont des fiefs.

Quels sont les fiefs du XX^e siècle ? Tout ce qui donne un pouvoir personnel : l'autorité morale ou l'autorité intellectuelle ; la position sociale ; la fonction dans la mesure où elle ne compromet pas l'indépendance ; la fortune et aussi la pauvreté ; la propriété d'un journal ou la possession d'une tribune dans la presse comme la confiance d'un syndicat ou un prix Nobel.

Comment désignerons-nous l'ensemble de ces possesseurs de fiefs ? Classe dirigeante, notables, élite ? Le mot importe peu. L'essentiel est que le pouvoir soit confié à des hommes de cette sorte, parce qu'ils ont du poids, mais — pour éviter qu'ils n'en abusent — il faut qu'une fois élus, ils agissent sous leur responsabilité personnelle, en pleine lumière et pas dans les coulisses, dans l'anonymat des comités.

L'homme de droite sera tenté d'ajouter que ces dirigeants doivent former une classe et dans une certaine mesure une classe héréditaire, pour maintenir plus fortement les vertus de gouvernement. Il fera observer à bon droit qu'à côté des vertus individuelles, il y a des vertus sociales, de nature bien différentes, qui sont le ciment indispensable des

sociétés. Ces vertus peuvent trahir. L'esprit de corps des officiers, des magistrats a soutenu souvent l'héroïsme et quelquefois généralisé l'égoïsme. Notre siècle hypercritique s'en défie : il a souvent le tort de jeter la suspicion sur de bonnes choses par crainte de corruptions possibles. Aucune société, en effet, ne peut se passer d'une morale sociale. Personne ne le nie d'une certaine façon, puisqu'on est unanime dans nos pays à réclamer une meilleure éducation civique. Et on a raison de vouloir donner aux enfants des notions claires de leurs devoirs envers la société et l'Etat. Mais la société n'est pas faite d'enfants, ni de bons serviteurs. Elle a son système nerveux, les hommes influents et responsables. Ceux-là ont besoin de beaucoup plus que d'une éducation civique. Ils commandent ou influencent les autres : il faut qu'ils connaissent les techniques du commandement et respectent son éthique particulière. Il faut qu'ils soient encadrés, parce que leurs vertus spécifiques, nous l'avons dit, ne sont pas seulement des vertus individuelles, mais des vertus sociales, des vertus qui se dégagent de la vie sociale et lui empruntent leur consistance, des vertus aussi dont la sanction ne peut être que d'ordre social.

L'avalissement, dans certains pays, des mœurs politiques ou journalistiques est dû à l'absence de sanctions sociales, car dans ces matières les sanctions pénales sont inefficaces et insuffisantes. La cohérence d'une société résulte de la cohérence de sa classe dirigeante ou — pour ceux qui n'aiment pas ce terme — de ceux qui, en fait, la modèlent à un moment donné. Dans nos sociétés modernes, profondément disloquées, cette cohérence s'est détendue et, pour le plus grand malheur des peuples, on a recouru plusieurs fois déjà à la dictature pour rassembler la masse éparpillée des citoyens.

La dictature n'est que l'aboutissement logique de cette pulvérisation sociale. Pour l'éviter, il faut que, sous une forme ou l'autre, les élites se rassemblent et s'imposent une discipline collective. Sur quoi la baser sinon sur des valeurs éprouvées, que les meilleures Droites ont l'honneur d'avoir toujours célébrées, mais qui ne leur appartient pas en propre parce qu'elles sont universelles.

Terminons sur un point d'importance. Nous sortirions de notre sujet si nous recherchions ce que pourrait être le contenu d'une politique de droite. Mais il échet de remarquer que, quel que soit le

contenu d'un programme politique, la Droite se distinguera de la Gauche par le respect qu'elle apporte à tout ce qui existe et sa crainte des généralisations abusives. Inspirés par leur goût des constructions abstraites, les théoriciens simplifient, uniformisent, moralisent à l'extrême. Lorsqu'on leur laisse le champ libre, ils créent des sociétés fortes, mais terriblement monotones et ennuyeuses. Les Russes et les Chinois d'aujourd'hui, comme les Puritains d'autrefois, sont de terribles simplificateurs. Toute politique de droite, au contraire, doit laisser sa part à la variété, à la spontanéité des découvertes humaines. Si, pour la Droite, le fruit de la civilisation est l'ordre, c'est l'ordre d'une belle forêt et non celui d'un mur de briques.

Il est temps de conclure.

Les Droites traditionnelles ont disparu de nos pays depuis longtemps. Phénomène social, elles ont disparu avec l'ancienne noblesse, pour qui la politique était essentiellement le gouvernement des hommes.

La Gauche disparaît à son tour petit à petit. Pour elle, la politique était le règne des idées. Depuis que dans la lutte de partis, les conflits d'intérêts l'emportent sur les conflits idéologiques, elle se survit à elle-même.

Dans notre monde, qui cherche un nouvel équilibre, nous verrons probablement naître des forces nouvelles, capables de prendre la relève des anciennes. Elles ne naîtront pas d'un acte purement juridique, elles ne seront pas les créations de la loi ou de la constitution, mais le fruit de l'évolution sociale, l'incarnation naturelle des valeurs dont nos sociétés ont besoin pour survivre.

Les Droites anciennes sont mortes et bien mortes. Les idéologies de gauche sont entrées dans l'histoire et font partie déjà des trésors du passé, dont les héritiers doivent tirer le meilleur parti. Mais sous d'autres formes et d'autres noms les vertus de droite peuvent renaître dans un monde qui s'aperçoit fort tard qu'on avait eu tort de les oublier.

